

Les ancêtres d’Aimé Césaire et d’Alexis Leger: l’Historiographie des Antilles Françaises, 1970-1990 *

Anne Pérotin-Dumon

Prof. Visitante. Instituto de Historia.
Universidad Católica de Chile

Analiza las principales tendencias de la historiografía de las Antillas francesas en los veinte últimos años. En el campo de la historia económica y social comparte con otras historiografías caribeñas un enfoque sobre la plantación azucarera y esclavista. Describe su auge en el siglo XVIII y su desmantelamiento en el siglo XIX, en relación con la industrialización y la abolición de la esclavitud. El mundo urbano y comerciante sólo recientemente ha recibido una nueva atención. El aporte más original de esta historiografía se encuentra en el campo político: relata los acontecimientos del finales del siglo XVIII, analiza la trayectoria política que imprimió después a cada isla, iniciando la república de Haití y vinculando en Guadalupe y Martinica la abolición de la esclavitud con la creación de instituciones democráticas modernas. En conclusión, señalamos dos direcciones nuevas: una historia cultural que se interesa por los vestigios arqueológicos y la vida diaria, y enfatiza la dimensión local de los procesos y una historia genealógica que amplía los horizontes de la historia social.

Dans le discours qu’il prononce lorsqu’il reçoit le prix Nobel de littérature, le poète saint-lucien Derek Walcott évoque la mémoire de St. John Perse (*alias* Alexis Leger), premier poète antillais à avoir reçu cette distinction. Le Guadeloupéen a grandi, observe Walcott, comme “a privileged white child on an Antillan plantation”. Pour autant, “to celebrate Perse, we might be told, is to celebrate the old plantation system, (...) a white French language in a white pith helmet (...)”. Hypothèse balayée: “We cannot deny him any more than we can deny the African

* Cet article s’appuie sur la bibliographie critique réalisée depuis 1985 par son auteur, en tant que *contributing editor* du *Handbook of Latin American Studies*, auquel nous renvoyons pour toute référence bibliographique. Les articles cités sont parus pour la plupart dans les revues suivantes: *Annales des Antilles*, *Bulletin de la société d’histoire de la Guadeloupe*, *Les Cahiers du patrimoine*, *Revue française d’histoire d’outre-mer*, *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, *Revue de la société haïtienne d’histoire et de géographie*. Je souhaite ici vivement remercier de leur généreuse collaboration l’équipe du HLAS à la Bibliothèque du Congrès, Washington D.C., en particulier Sue Mendell, *Senior Assistant Editor*, ainsi que Danielle Bégot, professeur à l’Université des Antilles-Guyane, et Françoise Rio, conservateur aux Archives de la Guadeloupe.

Aimé Césaire. This is not accomodation, this is the ironic republic that is poetry ”. ¹

Des propos de Derek Walcott on peut faire une métaphore qui s’applique aux historiens des Antilles françaises: sans échapper aux clivages et antagonismes de ces îles, ils en reconstruisent néanmoins le passé. Quels aspects du passé les ont plus fréquemment intrigués? Où se sont portées leurs interrogations récentes? Eclairer ces questions est le propos de cet article qui examine les travaux publiés au cours des vingt dernières années. Il fait suite à celui paru dans l’*Anuario de Estudios Americanos* de 1994 sur les origines et l’essor de l’historiographie moderne des Antilles françaises.

Notre précédent article voulait, en gros, montrer trois choses. D’abord que la notion même d’une histoire antillaise à part entière est restée contestée tant qu’a duré la colonisation, parce que l’historiographie moderne est née, au 19^e siècle, comme mémoire d’une nation souveraine. Ensuite que, toujours selon cette conception, c’est l’histoire haïtienne qui a pris la première son essor, en prenant pour thème central la conquête de son indépendance. Enfin que l’histoire de la Martinique et celle de la Guadeloupe trouvent leurs origines dans la période qui entoure la fin de l’empire colonial français, c’est à dire entre 1930 et 1960, alors que l’ensemble des Antilles connaissait une fermentation générale et revendiquait pour la première fois au 20^e siècle une identité culturelle.

Les pages qui suivent considèrent trois ensembles de travaux. Le premier est de loin le plus nourri: il porte sur l’économie et la société de plantations au 18^e siècle, les bouleversements quelle connaît sous la Révolution, suivis, pour la Martinique et la Guadeloupe, de la crise de l’économie sucrière au 19^e siècle avec l’abolition de l’esclavage. Nous sommes ici dans le domaine de l’histoire économique et sociale et, plus récemment, de la démographie historique. Un second ensemble de travaux est axé sur l’histoire politique; il a pour point de départ l’époque révolutionnaire (1789-1804) qui, dans les trois îles, instaure une *alternative* à l’Ancien régime colonial. Une large place est faite à la formation de la nation haïtienne à partir de 1804 et à son occupation par les Etats-Unis (1915-1934).

¹ Traduction: “un enfant blanc privilégié sur une plantation antillaise. (...) On pourrait objecter que rendre hommage à St. John Perse, c’est saluer le vieux système de la plantation (...), et le français des blancs parlé sous les blancs casques coloniaux. (...) Nous ne pouvons pas renier St. John Perse sans renier aussi Césaire l’Africain. Il ne sagit pas de compromis, mais de cette république insolite que forment les poètes”.

Enfin, nous avons relevé, parmi les travaux récents, deux courants qui s'inscrivent dans les préoccupations de leur époque et renouvellent la vision que les Antillais se font de leur passé: d'une part une histoire culturelle qui se saisit aussi bien des usages quotidiens que de la connaissance des maladies ou des vestiges des usines; d'autre part, la généalogie qui élargit la quête d'une histoire familiale au fait de comprendre la formation d'une société, et par là interpelle l'histoire sociale.

Notre perspective est ici historiographique et bibliographique: montrer comment s'est écrit l'histoire des Antilles françaises, autant que ce qui s'est écrit. Nous soulignons au passage les aspects en mal de révision ou appelés à se développer. Ont été retenus ceux qui, à partir de sources originales, ont fait progresser la connaissance du passé ou l'ont renouvelée.²

PART I

Plantations et esclaves au 18e siècle

Dans le dernier quart de siècle, les historiens des Antilles (comme un peu partout dans le monde occidental) postulent que la compréhension du passé tient à la connaissance des structures économiques et sociales; en même temps, ils marquent une nette préférence pour le 18e siècle. Le résultat est que les "îles de sucre et d'esclaves" à l'apogée de la "société d'habitation" constituent le thème le plus étudié. Les études sur le 18e siècle se développent également en France: cette problématique coordonnée apporte des données importantes sur les îles.

Des travaux sur l'économie marchande de la façade atlantique française mettent en évidence l'importance du décollage de Saint-Domingue,

2 Ceci signifie que sont laissés de côté les ouvrages polémiques et de vulgarisation, les instruments de recherche; mais qu'on a inclus les publications et réimpressions de sources narratives qui sont relativement nombreuses. Notre recension porte principalement sur les trois principales îles francophones. Se trouvent donc généralement hors de ce cadre: les îles qui sont aujourd'hui "dépendances" administratives de la Guadeloupe: la Désirade, Marie-Galante, les Saintes, Saint-Barthélemy et la partie française de Saint-Martin; et les îles qui ont été françaises à un moment de leur histoire, telles Sainte-Croix, Tobago ou Sainte-Lucie. Enfin, privilégiant les travaux centrés sur les îles mêmes, nous ne mentionnons qu'incidemment ceux qui traitent de: la question coloniale en France et en particulier son impact pendant la Révolution; et la place des îles françaises dans la région caraïbe du 17e au 19e siècles, avec la présence de corsaires et marchands français, les soulèvements esclaves et les migrations de caractère politique, religieux et économique.

à partir de 1740, et de l'extension du marché européen des denrées tropicales dans la prospérité des ports français. Les Iles ont produit près de la moitié des denrées coloniales mises sur le marché européen, permettant à la France d'avoir un commerce extérieur excédentaire.³ L'ouvrage de Jean Tarrade *Le commerce colonial de la France à la fin de l'Ancien régime* (1974) reconstitue le cadre institutionnel de la politique coloniale de la monarchie française, et son évolution après le traité de Paris (1763).⁴

A quelques exceptions près, tel le travail de Christian Louis Joseph sur l'économie sucrière des Iles (1982), les recherches sur les Iles proprement dites ont adopté la plantation pour cadre. Les historiens ont traité conjointement des aspects économiques et sociaux de la plantation: la production du sucre et l'introduction des esclaves, les conditions de travail de ces derniers et leur comportement, l'encadrement, la répartition des tâches et les techniques agricoles.

Au temps des isles à sucre (1987), de Jacques Cauna, est l'exemple même d'une étude approfondie sur une plantation dominicoise bien gérée dans la seconde moitié du 18e siècle. Dans le cadre du Centre d'étude des Espaces atlantiques (université de Bordeaux-III), une série d'études similaires ont été menées sur la plantation, dont Paul Butel a récemment rendu compte (1993): le travail d'Eric Noël sur la plantation Beauharnais en est un exemple récent (1993).

Des années passées sur le terrain ont permis à Cauna de jeter les bases d'une géographie des vestiges de sucreries dominicoises. Des recherches comme celles menées dans la plaine du Petit Cul de Sac (1985) sont sans pareil: elles mériteraient d'être rassemblées en un ouvrage. "Aux origines des noms de lieux sur le plateau du Rochelais" (1987) fait une

3 Grâce à Paul Butel, Charles Carrière, Jean Meyer, entre autres, sont désormais bien connus les grands ports du commerce colonial, ses mécanismes et protagonistes, son évolution et sa mesure. Mentionnons encore Price, Jacob: *France and the Chesapeake* (1973) et Stein, Robert L.: *The French Sugar Business in the Eighteenth Century* (1988). La thèse d'Eric Williams, d'une éventuelle causalité entre l'économie esclavagiste des Iles et la croissance des ports, n'a pas suscité de débat à propos des ports français. Sans recourir pour cela à une théorie, l'historiographie française a seulement examiné, dans un certain nombre de cas spécifiques, la façon dont le négoce des Iles s'était articulé sur la production manufacturière et les exportations dans les ports français.

4 Récemment Patrick Villiers, puis Christian Buchet, ont reconstitué la stratégie et la logistique des conflits navals pour s'assurer les Iles au 18e siècle. Sur la marine française, son importance pour les Antilles et le développement du ministère de la Marine et des Colonies sous l'Ancien régime, voir également les travaux d'Etienne Taillemite.

incursion dans la toponymie pour montrer combien est ancienne l'occupation d'une région par les colons français.

Dans "Les difficultés de l'insertion pour un petit-blanc à Saint-Domingue" (1993), Cauna reproduit le témoignage saisissant d'un immigrant qui a d'abord connu l'isolement de l'habitation caféière, puis le rythme exténuant de la sucrerie pendant plus de six mois d'affilé, entre la coupe des cannes et la fabrication du sucre. Les publications du même historien (originaire des Landes) dans les revues des sociétés savantes du Sud-Ouest de la France illustrent la place qu'y occupe à bon droit l'histoire antillaise du 17^e au 19^e siècle.

Les minutes notariées ont permis à Lucien-René Abénon (1984) et Arlette Gautier (1984) de suivre au long du 18^e siècle deux des habitations sucrières les plus anciennes et les plus riches de la Guadeloupe. Dans *Les esclaves de la Guadeloupe à la fin de l'Ancien régime* (1985) Nicole Vanony-Frisch a exploité informatiquement des données provenant de fonds notariés et concernant 8.200 esclaves. Le tableau qui s'en dégage est aussi celui d'une stratification professionnelle à l'intérieur des ateliers, mais aussi d'une proportion élevée d'esclaves créoles et sang-mêlés dans le Sud de la Guadeloupe d'où proviennent en majorité les données.

Les recherches de David Geggus sur les esclaves de Saint-Domingue entrent dans une enquête méthodique: sur les origines de l'insurrection dans le Nord de la colonie en 1791 (1985-86), sur la composition des équipes de travail sur les sucreries, sur la situation du marronage à la veille de l'insurrection. Ces travaux mettent en évidence la hiérarchie qui structure le monde des esclaves comme celui des marrons. C'est la femme créole de couleur claire qui statistiquement a le plus de chance de réussir sa fuite, tandis que l'homme africain noir court le plus de risque d'être repris.

Des travaux comme ceux de Geggus et Vanony-Frisch ont élaboré une procédure d'enquête, des critères d'analyse. Nous en savons beaucoup plus sur les esclaves des Antilles françaises grâce aux progrès réalisés également dans la connaissance des plantations. On voit se dégager de fortes corrélations entre ce qui concerne, d'une part, la qualité de la gestion, la conjoncture générale politique et économique, les profits retirés de la plantation, et de l'autre, le régime de travail, les conditions de vie et la démographie des esclaves. Ainsi, une plantation bien gérée a souvent un membre de la famille du propriétaire à sa tête, elle

rapporte, ses “ateliers” d’esclaves tendent à être plus stables, à comporter davantage de créoles, les esclaves reçoivent des lopins de terre où ils peuvent cultiver des vivres.

Au 18^e et 19^e siècles, les esclaves des Antilles françaises ont représenté entre 90 et 75% de la population: on n’a pas affaire à un groupe, mais à la majorité du corps social. Il est donc impératif de connaître sa structure interne, qui n’est pas seulement fondée sur la couleur plus ou moins noire de la peau. Ainsi, parmi les esclaves de la Basse-Terre, les recherches de Vanony-Frisch mettent en évidence, plus que ne l’a vu l’auteur, une combinaison de critères —sexe, âge, origine créole ou africaine— assignant à chacun sa place dans la hiérarchie esclave de la plantation.

Trop souvent lorsque les historiens des Antilles françaises parlent des esclaves, ils se réfèrent pratiquement à ceux des plantations sucrières. Or la moitié des esclaves a travaillé à d’autres cultures que celle du sucre, et les esclaves représentaient la moitié de la population urbaine. Que sait-on de ces vies-là, mises à part les réflexions pertinentes de Jacques Adélaïde-Merlande sur le 19^e siècle (1985) et les pages que nous leur avons consacrées dans “Commerce et travail” (1987)?

En ville comme sur les plantations, une des différences fondamentales entre hommes et femmes esclaves tient aux tâches auxquelles ils et elles étaient affectés. L’attention accordée à la différence raciale a fait passer pratiquement inaperçue celle entre les hommes et les femmes, et les formes de subordination qui accompagnaient la différence entre les sexes. Sur les femmes esclaves, il n’existe qu’une première approche d’Arlette Gautier, *Les soeurs de Solitude* (1985). Et pour la période postérieure à l’esclavage: l’article d’Odile Krakovitch sur “Le rôle des femmes dans l’insurrection du Sud de la Martinique en 1870” (1985), ainsi que les recherches de Cécile Selma sur la période contemporaine.

Les travaux sur les esclaves des plantations que nous avons retenus sont au total peu nombreux. Bien des écueils guettent en effet tout thème dominant. Trops de travaux font d’une forme de sujétion à la finalité économique une catégorie qui transcende les autres facettes de l’identité sociale, une abstraction qui s’éloigne de la condition humaine, une norme à laquelle on réduit les différences entre existences. On a amputé les vies des esclaves de leur capacité de résistance et de rebond (à propos de laquelle les Nord-Américains emploient le mot de *resilience*), sans

l'aquelle on serait bien en peine de comprendre comment il y a, aujourd'hui, dans les Antilles, des sociétés en majorité noires aux cultures vibrantes.⁵

L'autre face de l'ancien régime colonial: Commerce, guerres et modernité atlantique

A partir de 1960, l'histoire des Antilles françaises à l'époque coloniale s'est donc en grande partie écrite à partir des plantations de la deuxième moitié du 18^e siècle (comme celle du Brésil) au cours des vingt-cinq années passées.⁶ Le "spot" braqué sur les plantations a rejeté dans l'ombre ce qui concernait la sphère *war and trade* (pour user du terme des historiens anglais), qui avait été au centre de l'histoire maritime et coloniale d'antan. On commence seulement à regretter d'avoir jeté le bébé avec l'eau du bain.

"The Major Port Towns of Saint Domingue" de Geggus décrit dans ces grandes lignes le réseau à la fois portuaire et urbain de cette colonie, s'appuyant sur la *Description topographique* de Moreau de Saint-Méry. A travers le cas des deux ports de la Guadeloupe, j'ai dégagé dans "Cabotage, Contraband and Corsairs", un dispositif commercial plus inter-antillais que transatlantique, et le caractère inter-changeable de ses activités permettant aux ports secondaires de s'adapter à l'alternance de guerre et de paix au 18^e siècle.

Le chapitre de Geggus et le mien sont parus dans *Atlantic Port Cities* (1991), à côté de contributions sur Baltimore, Buenos Aires ou les port jamaïcains. Ainsi s'ébauche un cadre propice à une intelligence nouvelle des Antilles coloniales et de leurs plantations: le monde atlantique au 18^e siècle, caractérisé par une croissance du commerce maritime et des ports, où les petites villes qui se multiplient constituent désormais des vecteurs de changement pour l'ensemble de la société, alors que la population rurale prédomine encore numériquement.

5 Ajoutons que les processus des sociétés esclaves ne sont pour ainsi dire jamais abordés dans le contexte comparatif qui en permettrait une meilleure compréhension: la traite d'Afrique dans le cadre des migrations de main d'oeuvre, le marronage dans celui du vagabondage rural, l'esclave vendeuse de la ville dans celui du petit commerce de rue féminin, l'abolition de l'esclavage par rapport à celui du servage de l'Europe centrale et orientale, etc.

6 Voir le bilan dressé à l'échelle atlantique par Curtin, Philip D.: *The Rise and Fall of the Plantation Complex* (1990) qui fait une large place au cas des Antilles françaises.

Les villes “modernes” qui apparaissent dans les Antilles françaises sont en même temps leurs ports. L’histoire urbaine se confond donc pratiquement avec celle de la sphère maritime et marchande. A partir de recensements nominatifs (1796-97) uniques pour l’époque, nous avons dégagé dans “Commerce et travail dans les villes coloniales des Lumières” (1988), le profil démographique et occupationnel de villes moyennes comme Basse-Terre et Pointe-à-Pitre de Guadeloupe (5.000 urbains chacune), les nombreuses activités de service caractéristiques d’une économie urbaine, enfin deux formes urbaines contrastées —d’une part le bourg marchand se développant sans plan pré-conçu au 17e siècle, de l’autre, la ville fondée officiellement et faisant l’objet d’un plan d’urbanisme au 18e siècle.

“La ville de Fort-Royal de la Martinique” (1988), d’Antoine de Roux retrace les débuts de l’urbanisme royal dans les Antilles françaises au seuil du 18e siècle. A propos de Saint-Domingue, Paul Butel et Philippe Loupès (1986 et 1987) ont entrepris une étude approfondie de la construction du Cap et de Port-au-Prince dans la seconde moitié du 18e siècle. Ils se sont aussi penchés sur le secteur d’activité qu’a représenté la construction, montrant qu’ont été investis dans le secteur immobilier des revenus provenant d’une forte croissance commerciale qui a concerné, entre autres, les gens de couleur.

Immense est le champ des questions offertes par les villes coloniales antillaises.⁷ c’est en ville que l’esclavage se désintègre d’abord, certains esclaves étant intégrés à une économie de marché leur procurant quelque argent, d’autres, surtout des femmes, obtenant leur liberté et celle de leurs enfants au terme d’une union illégitime avec un citoyen blanc. Les villes antillaises ont connu une irruption multiforme de la modernité qui a culminé dans la mobilisation politique de la Révolution. Une dimension en a été le cosmopolitisme marchand, illustré par les communautés juives de Saint-Domingue sur lesquelles nous disposons des travaux de Zvi Locker (1982-1983).

7 On aurait cependant tort de s’étonner du retard qu’accuse l’histoire urbaine dans les Antilles par rapport à d’autres régions du monde occidental. Son essor en France ou en Angleterre ne date que d’une vingtaine d’années. Dans l’Amérique espagnole, la *ciudad de la Conquista* a longtemps éclipsé celle de *las Luces*. Et après avoir pensé la formation de leur pays comme une progression de la *frontier* vers l’Ouest, les Etats-Unis ont dû redécouvrir, à partir des années quarante, le rôle fondamental qu’avaient joué leurs villes portuaires de la côte Nord-Est.

L'attention des historiens est allée à la deuxième moitié du 18^e siècle: période au cours de laquelle les Antilles ont compté le plus dans l'économie maritime et les relations internationales françaises, elle offrait des sources beaucoup plus riches que la précédente. Mais, du coup, on a sous-estimé l'importance, pour les Iles du Vent, de la période antérieure au démarrage de l'industrie sucrière à Saint-Domingue vers 1740, durant laquelle Saint-Pierre de Martinique s'impose comme la première place du commerce français dans les Antilles. Dans *La Guadeloupe de 1671 à 1759* (1987) René Abénon montre que les plantations se sont alors étendues sur l'ensemble de l'île, et que l'île a connu sa plus forte croissance démographique ainsi que ses premières révoltes d'esclaves.

Avant les ports et les plantations, il y a eu toute une phase de pénétration des Français dans les Antilles, au nombre des Européens qui défiaient l'hégémonie espagnole sur les terres américaines. On en trouvera un témoignage extraordinaire dans *Un flibustier dans la mer des Antilles* (1987), récit d'un compagnon du capitaine normand Fleury transcrit et présenté par Jean-Pierre Moreau. Dans *Les Petites Antilles de Colomb à Richelieu* (1992), Moreau a fait usage de riches sources espagnoles qui n'avaient jusqu'ici fait l'objet que de publications érudites en anglais et en espagnol.

En 1635 la colonisation officielle remplace les aiguades espagnoles et chasse les caraïbes de Guadeloupe et Martinique (alors leurs principales bases). Les débuts de ces établissements s'avèrent violents et ardu, comme partout alors dans le Nouveau-Monde. Dans *Cannibal Encounters: Europeans and Island Caribs* (1982), Philip Boucher a suivi leur destin jusqu'à leur déportation en Amérique centrale à la fin du 18^e siècle.

Dans une étude de synthèse, "From Privateering to Planting, c. 1550-c. 1650" (à paraître dans le volume II de la *General History of the Caribbean* de l'Unesco), je reconstitue pour l'ensemble des Antilles non hispaniques les phases d'un processus qu'on traite en général de façon séparé: d'expéditions prédatrices à l'établissement de colonies, du démarrage tâtonnant d'une agriculture commerciale jusqu'à la mise au point de la fabrication, enfin rentable, du sucre. A partir d'éléments caraïbes, européens et africains, naît une nouvelle culture en autant de noyaux de peuplement dont je reconstitue la taille et la distribution géographique.

Dans *La société d'habitation à la Martinique* (1985) Jacques Petitjean Roget s'était déjà penché sur le premier demi-siècle qui est celui de

la formation, portant une attention particulière au partage de la terre par les premiers colons. S'agissant de Saint-Domingue, Michel Camus a documenté la pénétration flibustière à Saint-Domingue (1985), puis la situation à la veille de la reconnaissance officielle de l'établissement français (1991). Mentionnons enfin les recherches originales de Gérard Lafleur sur les minorités juives (1985) et protestantes (1987) des Iles françaises, avant que celles-ci n'en soient exclues par la politique royale de la fin du 17^e siècle.

Ce que les missionnaires français ont écrit de leur labeur au 17^e siècle constitue une littérature unique que Philip Boucher analyse dans une introduction érudite aux *Nouvelles Frances* (1989). La Société d'histoire de la Guadeloupe a réédité nombre de ces écrits. Le plus connu, le père Labat, est souvent cité à mauvais escient: l'étude critique que Marcel Chatillon a consacrée à ses manuscrits est donc bienvenue (1979). Chatillon a en outre publié les lettres du jésuite Mongin qui entreprit l'évangélisation des esclaves en Guadeloupe (1984).

Les *Relations de l'île de la Guadeloupe* (1647), dont la Société d'histoire de la Guadeloupe a rassemblé et transcrit trois versions connues (1978), méritent une mention spéciale: leur auteur, le dominicain Raymond Breton, est notre témoin le plus fiable sur les premiers colons de la Guadeloupe, en même temps qu'il a eu la confiance des Caraïbes.

Le cinquième centenaire de 1492, qui a stimulé les recherches sur l'expansion européenne et la fondation des sociétés américaines au 16^e et le 17^e siècle, a mis en évidence la carence de travaux sur le rôle des Français. Leur matériau gît dans les archives vaticanes et les fonds notariés français; mais comme les recherches colombines hispaniques et celle des *voyages* anglais, elles demandent des chercheurs rompus au latin et à la cursive notariale.

Abolition de l'esclavage, modernisation et marasme de l'industrie sucrière en Martinique et en Guadeloupe

Au 19^e siècle, on assiste à une restructuration drastique de la production sucrière en Martinique et en Guadeloupe, avec l'introduction de nouvelles technologies de fabrication, la formation d'usines centrales, l'extension de la canne à sucre qui devient une monoculture. Les fonctions économiques et sociales de la plantation en sont d'autant plus altérées que l'esclavage est aboli, l'ensemble de la main d'oeuvre devenant

alors salarié. Grâce à deux historiens économistes de formation, Christian Schnackenburg et Alain Buffon, tout ceci est bien documenté dans le cas de la Guadeloupe.⁸

Dans *La crise du système esclavagiste 1835-1847* (1980), Christian Schnackenburg retrace le difficile redémarrage de la production sucrière après l'ébranlement révolutionnaire, les efforts pour l'accroître, la compétition à laquelle doivent maintenant faire face les îles françaises, la nécessité, enfin, pour les propriétaires sucriers, d'affronter l'échéance d'une main d'oeuvre libre et salariée à partir de 1835. En étudiant les conditions dans lesquelles les propriétaires d'esclaves guadeloupéens ont été indemnisés lors de l'abolition de 1848 (1986), Alain Buffon a pu montrer la valeur que représentait alors la main d'oeuvre esclave.

Buffon et Schnackenburg ne cessent d'étendre leurs recherches qui couvrent maintenant la seconde moitié du 19^e siècle. Dans "La disparition des habitations sucrières en Guadeloupe, 1848-1906" (1987), Schnackenburg décrit le marasme s'installant en dépit des efforts de modernisation et des tarifs protectionnistes. Buffon analyse "La crise sucrière de 1881-1886 à la Guadeloupe" (1987) comme un détonateur provoquant une liquidation inévitable qui avait seulement été retardée. La chute du prix du sucre se répercute sur les salaires, provoquant des conflits sociaux: cet enchaînement instaure une situation critique durable. Jean-Claude Maillard (1986) montre le terme de cette agonie sucrière en Guadeloupe: l'industrie bananière reposant sur des infrastructures modernes de transport à partir de 1960.

Le fait de disposer ou non de capitaux locaux a été déterminant dans la capacité de chaque île à mener les changements et à affronter la crise. Dans *Monnaie et crédit en économie coloniale* (1979), Buffon met précisément en évidence l'insuffisance chronique de capitaux en Guadeloupe. Pour des éléments comparatifs entre les deux îles, on se reportera à *l'Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique* (1986) d'Alain-Philippe Blérald, centrée sur les développements postérieurs à 1945. Analysant leurs finances publiques (1983), Blérald montre comment ces îles opèrent avec un budget en déficit croissant.

⁸ Notons que Guy Lasserre (dans *La Guadeloupe*, 1961) avait étudié ces questions sous l'angle de la géographie économique. Deux instruments de recherche plus récents dus à des géographes sont l'*Atlas des départements français d'Outre-mer: la Guadeloupe* (1982) où on se reportera aux éléments de chronologie dressés par Jean-Paul Hervieu; et l'*Atlas d'Haïti*, Christian A. Girault éd. (1985).

Les débuts de la restructuration opérée en Martinique entre 1830 et 1848, parallèlement à la Guadeloupe, ont été examinés par Dale Tomich à travers le prisme du *world system* conçu par Immanuel Wallenstein (1990). Était-ce le meilleur moyen? on saisit en tout cas mal la vigueur avec laquelle s'interposait entre l'île et l'économie mondiale un cadre colonial français à la fois protectionniste (tarifs préférentiels) et compétitif (sucre de betterave français).

La libération de quelque 250.000 esclaves entre les deux îles par le décret d'abolition (1848) domine l'histoire sociale du 19^e siècle. L'abolition ne saurait en effet être seulement étudiée pour ses répercussions sur l'économie sucrière. Les travaux de Léo Elisabeth sur *L'abolition de l'esclavage à la Martinique* (1983) mettent en relief la désintégration du système préalablement à l'abolition, avec la montée des affranchissements à partir des années 1820. En reconstituant le sort d'esclaves ibos introduits en Martinique lors de la saisie d'une cargaison de traite en 1822, jusqu'à leur émancipation partielle survenue en 1838 (1986) Françoise Thésée rappelle l'autre face de cette situation: la traite clandestine.

Deux documents autobiographiques jettent une lumière insolite et unique sur les relations sociales à la Martinique dans les années qui précèdent l'abolition. La correspondance et le journal de Pierre Dessalles publiés par Henri de Frémont et Léo Elisabeth (1985) nous font partager l'humeur acariâtre d'un planteur qui vit sur son habitation déclinante en compagnie de son domestique et des autres esclaves.⁹ Ont été également publiées récemment les mémoires d'un colporteur français doué d'humour autant que d'esprit pratique sous le titre *Le chapelier pirate* (1991). A travers l'entente affective et le partenariat commercial de Jacques-Aimé Péray avec sa "mulâtresse", c'est le petit peuple urbain martiniquais vers 1820 qui prend vie, dominé par des petits-blancs qui frayent avec les libres de couleur.

En quoi le comportement démographique de la population esclave a-t-il changé après l'abolition? Telle est la question posée par l'historien démographe Raymond Boutin pour le 19^e siècle dans *Petit-Canal* (1983). Dans une des principales communes productrices de sucre au 19^e siècle, Boutin montre la persistance d'une mortalité élevée et d'un fort taux d'immigration (15% encore en 1875). Depuis, il a étendu l'enquête au Moule, puis systématiquement à l'échelle de l'île: son étude en cours

⁹ Robert et Ingeborg Forster en préparent une édition abrégée en anglais.

devrait nous apprendre beaucoup sur la persistance de caractéristiques d'une population coloniale héritées du siècle précédent et sur la traduction démographique du passage de la servitude à la liberté.

Les recherches de Myriam Cottias portent sur la démographie des esclaves dans les plantations martiniquaises. Y a-t-il eu des familles parmi les esclaves, et si oui, quelle en était la structure, se demande cette historienne? La reconstitution de 920 destinées esclaves aux Trois-Ilets (1985), et de 1740 au Lamentin, entre 1760 à 1840 (1989), montre une mortalité élevée et une pratique du mariage insignifiante.

La démographie historique des Antilles coloniales et esclavagistes est bien éloignée de celle à laquelle l'école française forme: on n'a conservé que l'état civil des personnes libres (soit moins de 20% de la population avant le 19e siècle) et les états de la population utilisent des catégories ethno-juridiques telles que "libres de couleur" qui ont peu à voir avec des critères démographiques. A la différence de la France rurale d'Ancien régime, il est surtout impossible de considérer le mariage et la famille comme le cadre *a priori* dans lequel s'opère la reproduction d'une population.

L'histoire sociale des révolutions antillaises

L'histoire des révolutions qui, venues de France, ont secoué les trois îles (1789-1804), a été par prédilection, le domaine de l'histoire sociale, comme en France. Ce courant s'inscrit dans le prolongement des travaux de Jean Fouchard qui avaient mis l'accent sur les insurrections populaires et sur le marronage dans la deuxième moitié du 18e siècle. Il renoue également avec le courant de l'Entre-deux-guerres d'une histoire des masses, chez Cabon, Sannon et James.

Carolyn Fick interprète la Révolution haïtienne comme le moment où les esclaves ont pris entre leurs mains leur destinée: tel est l'argument central de *The Making of Haiti* (1990), qui est repris dans "The Slave Insurrection of 1791" (1991). Fick se situe ainsi dans la ligne de l'historien George Rudé, d'une *history from below*. Avec "Black Peasants and Soldiers" (1985), l'historienne canadienne avait déjà apporté des données nouvelles sur la résistance d'ex-esclaves à continuer le travail forcé sur les plantations dans le sud de Saint-Domingue, après que l'esclavage y ait été aboli en 1794.

David Geggus est l'historien qui s'est penché le plus méthodiquement et méticuleusement sur l'insurrection sans précédent de plus de 100.000 esclaves dans la plaine du Cap en août 1791. Quelle était la composition des ateliers qui se soulevèrent le marronage était-il conséquent et qui concernait-il ("On the Eve of the Haitian Revolution: Slave runaways in Saint Domingue", 1985)? Que sait-on des pratiques culturelles des insurgés ("Haitian Voodoo in the Eighteenth Century", 1991), quelles ont été leurs origines africaines, ont-elles contribué à la mobilisation insurrectionnelle? Comment s'est opéré le déclenchement proprement dit des opérations, y a-t-il eu une stratégie d'ensemble ("The Bois-Caïman Ceremony", 1991)?

L'historien anglais sait qu'il touche ici aux hauts-faits de l'histoire nationaliste. Il soumet donc à une rigoureuse critique les preuves documentaires disponibles. Exercice qui le conduit à infirmer certaines thèses idéologiquement attrayantes mais dont la reconstitution historique établit tout au plus l'ambiguïté: ainsi, il est douteux que les marrons aient été les instigateurs de la Révolution; ainsi encore, le vaudou a pu tout aussi bien cimenter que diviser des insurgés en majorité créoles qui témoignaient peu de considération pour ce culte.

Dans la Révolution haïtienne, la guerre est inextricablement mêlée à la conquête de la liberté. C'est ce qu'a montré Geggus dans *Slavery, War and Revolution* (1982), à travers l'examen des campagnes de Saint-Domingue (1793-1798) qui ont opposé les vieux rivaux impérialistes, Français, Espagnols et Anglais.¹⁰ *Soldiers, Sugar and Seapower* (1987) de Michael Duffy, reconstitue avec autorité le déroulement des campagnes menées à la même époque par les Anglais dans les Petites Antilles pour s'emparer des îles à sucre.

La fièvre jaune ayant été pour les forces anglaises, selon le mot de Duffy, "*the greatest killer of all*", son livre est aussi une importante contribution à l'histoire médicale antillaise de la fin du 18^e siècle, après les travaux de Geggus sur cette question (1983). Ainsi, grâce aux historiens anglais, la guerre pèse à nouveau, de tout son poids et de plusieurs façons, dans la dynamique révolutionnaire antillaise. Nous devons en outre à Geggus, avec "The Haitian Revolution", la meilleure et la plus récente synthèse sur ce processus (1989).

10 Moya Pons, Frank: "The Haitian Revolution in Santo Domingo, 1789-1809", *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*, 28, 1991, págs. 125-162.

La désastreuse expédition envoyée par Napoléon en 1801 pour reconquérir Saint-Domingue a fait l'objet de recherches dans les archives militaires françaises par les historiens haïtiens Claude et Marcel Auguste (1985, 1991). Elle occupe également une large place dans la biographie, dûe à Henri Mézières (1990), du général Leclerc, chef de l'expédition (1801-1803) qui a été défaite par les Haïtiens. La participation d'autres groupes à la guerre d'indépendance de Haïti nous a valu plusieurs travaux récents. David Geggus a mis en lumière la trajectoire insolite de Jean Kina, ce charpentier martiniquais devenu colonel de l'armée anglaise qui se révolte lorsque la liberté acquise par les armes est remise en question (1983). Jan Pachónski et Reul K. Wilson ont documenté les 6.000 Polonais qui combattirent en 1801-1803, et dont les survivants s'établirent à Haïti (1986).

Dans les Iles du Vent, la guerre a été organisée et conduite, à partir de la Guadeloupe, par le commissaire de la Convention, puis agent du Directoire, Victor Hugues (1794-98). Aucun des travaux récents qui lui ont été consacrés n'a l'ampleur de ceux de Geggus et Duffy pour le côté anglais. Notre article "Républicains français et royalistes espagnols" (1989) met en évidence la place des colonies espagnoles dans la stratégie de Victor Hugues. Jouant sur la situation d'allié forcé de la France qui est celle de l'Espagne à partir de 1795, Hugues y étend le réseau de bases corsaires qui a fait son efficacité. Cet article éclaire en outre la participation française à la victoire espagnole de San Juan de Porto Rico (1797) sur les Anglais.

En Guadeloupe (mais point en Martinique, occupée par les Anglais de 1794 à 1802), il n'y a plus eu d'esclaves pendant sept ans. L'abolition a été proclamée dans un contexte éminemment militaire; elle a fait d'hommes émancipés les soldats de la Révolution; elle s'est accompagnée d'un bouleversement de la société et du régime des propriétés. Cette expérience de liberté n'a pas donné lieu à des recherches sur la façon dont l'ont vécue les esclaves femmes à la différence des hommes, ni ceux des villes à la différence des campagnes.

Sur la monumentale et sanglante révolte que provoque en 1802 le rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe, le précis de Jacques Adélaïde-Merlande (1986) tranche sur une utilisation fréquente de l'épisode à des fins présentistes n'apportant rien à la connaissance. Bien des recherches attendent les historiens sur l'identité des insurgés militaires (dont un fort contingent martiniquais), sur les rapports entre hommes de

couleur et noirs, sur la militarisation des luttes pour la liberté, sur la fraction civile des insurgés, enfin, ces Jacobins libres de toutes couleurs qui avaient eux aussi tout à perdre de la fin de la Révolution en Guadeloupe.

Comme en Europe, les guerres du début du 19^e siècle ont donné lieu à la publication de souvenirs de guerre qui ont été réimprimés. L'*Essai* de l'officier royaliste Delafosse de Rouville fait revivre l'ambiance chaotique de Saint-Domingue en 1791 (1983). Le chevalier de Valous (1989) narre la rébellion royaliste de 1792 contre la République dans les Petites Antilles, dont il fût. L'*Account* de Cooper Willyams, témoigne de la conquête des Petites Antilles par les Anglais, en 1794, à laquelle il participa en tant qu'aumônier militaire (1990). Les *Mémoires* de Boisrond Tonnerre (1991), vétéran des armées de Dessalines (général à la tête de Haïti en 1804), sont les plus anciennes connues du genre. Le journal de campagne du lieutenant Howard fait revivre les dernières campagnes anglaises à Saint-Domigue (1985).

L'histoire sociale de la Révolution ne s'est qu'en partie substituée au traitement élogique des figures nationalistes. Ce genre est encore illustré par le *Toussaint-Louverture* (2^e édition 1987) de Roger Dorsinville. Pour un traitement plus mesuré du héros haïtien, on se reportera à la biographie écrite par Pierre Pluchon (1989).

PART II

Redécouvrir la signification politique de la Révolution

Depuis une vingtaine d'années, les historiens procèdent à une relecture des révolutions de la fin du 18^e siècle pour dégager leur signification politique.¹¹ *Etre patriote sous les Tropiques* (1985) se situe dans cette perspective. Nous y montrons, à propos de la Guadeloupe, que les principaux agents de la Révolution ont été les immigrants français de sexe masculin qui faisaient dans le négoce maritime et l'administration coloniale. Nous analysons les alignements, ajustements et déphasages entre la Guadeloupe et la France qui ont ponctué l'évolution politique de

¹¹ Dans des veines très différentes, voyez François Furet pour la Révolution française et Gordon Wood pour l'indépendance des Etats-Unis.

l'île, pour comprendre ce que signifie une révolution coloniale s'opérant dans le cadre de la Grande nation.¹²

Notre article "Sous ce soleil brûlant" (1984/5) replace le processus révolutionnaire guadeloupéen dans un monde atlantique du 18^e siècle dont l'espace et les valeurs sont dessinés par le commerce. Dans "Ambiguous Revolutions" (1986) nous analysons le comportement et l'idéologie des patriotes de Guadeloupe parmi les autres acteurs des révolutions atlantiques. "Les Jacobins des Antilles ou l'esprit de liberté" (1988) va aux lieux et formes de cette culture politique qui a fondé la politique moderne. Puis cet article examine ce que les patriotes entendaient par "liberté". Au départ, dans un monde d'esclaves, il s'agissait des droits politiques des patriotes blancs. Les événements se bousculant ont eu pour effet d'élargir le contenu du mot liberté: en 1792, il concernait les citoyens de couleur; en 1793, il s'aventure à inclure l'éventualité d'une abolition générale de l'esclavage.

"The Emergence of Politics among Free-Coloureds and Slaves" (1991) démontre qu'il est insuffisant d'analyser du seul point de vue de l'histoire sociale les insurrections d'esclaves des Antilles françaises durant la Révolution: car celles-ci ont participé d'une dynamique spécifiquement politique, à la différence d'autres qui avaient eu lieu au même moment dans les Antilles non françaises.

La Révolution haïtienne nous a valu la publication de quelques textes extrêmement intéressants. Grâce à Françoise Thésée, nous pouvons suivre dans les délibérations d'une assemblée de paroisse d'origine dominicaine (1982) la mobilisation politique croissante des hommes libres à Saint-Domingue entre 1774 et 1793. "La Révolution à Port-au-Prince, 1791-1792" (1986), publié par Cauna, est le journal d'un commerçant bordelais: effaré des trublions petit-blancs, celui-ci prône l'entente avec les gens de couleur propriétaires. Rassemblées par Monique Pouliquen, les *Doléances des peuples coloniaux à l'Assemblée nationale* (1989) apportent des documents inédits sur les hommes de couleur libres.

Le commissaire de la Convention qui abolit l'esclavage en août 1793 à Saint-Domingue (avant le décret de l'Assemblée nationale de février 1794) a fait l'objet de nouvelles recherches. *Léger Félicité Sonthonax*

12 La dernière décennie a vu le réveil en France des études sur la question coloniale et la Révolution française avec les travaux, notamment, d'Yves Benot, et du groupe de travail de l'Institut de la Révolution française, Université de Paris-I Sorbonne (voir le numéro spécial des *Annales de la Révolution française*, 1993).

Le commissaire de la Convention qui abolit l'esclavage en août 1793 à Saint-Domingue (avant le décret de l'Assemblée nationale de février 1794) a fait l'objet de nouvelles recherches. *Léger Félicité Sonthonax* (1985), de Robert Louis Stein, montre un révolutionnaire non dénué de conviction ni de compétence, placé dans une situation intenable face à ambitieux Toussaint-Louverture. La correspondance entre les deux hommes a été publiée par Françoise Bléchet (1987). Dans "The Abolition of Slavery in the North, West and South of Saint Domingue" (1985), Stein décrit trois contextes régionaux très différents dans lesquels l'esclavage est aboli en 1793.

La question de la franc-maçonnerie dans les Antilles déborde la Révolution. Signalons les recherches étendues que lui a consacrées André Combes dans "Les francs-maçons aux Antilles" (1987), et l'instrument de recherche publié récemment par Elisabeth Escalle et Marielle Gouyon-Guillaume, *Francs-maçons des loges francaises aux Amériques* (1993).¹³

La nouvelle donne politique instaurée par la Révolution

A long terme, la Révolution française a instauré deux trajectoires politiques différentes dans les Antilles françaises. Haïti a conquis sa souveraineté mais a eu du mal à se doter d'institutions démocratiques. Ces institutions ont progressivement été mises en place en Martinique et en Guadeloupe, mais dans le cadre autoritaire d'une métropole française. Un "choix historique" opéré par la Martinique et la Guadeloupe, qui a conditionné la façon dont les deux îles ont réalisé, au 19^e siècle, l'émancipation des esclaves que la Révolution avait mise en chantier. L'abolition s'est conjuguée avec la proclamation de la République française en 1848; l'avènement de la liberté s'est concrétisée dans le suffrage universel masculin. Que le sort de l'abolitionnisme antillais ait eu

13 Le processus révolutionnaire dans l'ensemble des Iles françaises n'a pas fait l'objet de recherches récentes dans une optique comparative et interprétative. A défaut, on consultera Abénon, L.-R.; Cauna, J. de et Chauleau, L.: *Antilles 1789: La révolution dux Caraïbes*. Paris, 1989. Rares sont les ouvrages parus sur les Antilles françaises et la Révolution à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française qui offrent une réinterprétation appuyée sur des recherches originales. On trouvera des contributions plus substantielles, mais point toujours directement sur la révolution, dans les numéraux spéciaux réalisés en 1989-91 par des revues scientifiques à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française: *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Latein Amerikas*, *Journal of Caribbean History*, *Revue française d'histoire d'Outre-mer*.

ainsi partie liée avec celui de la République et avec l'avènement d'une démocratie moderne constitue la grande originalité de l'évolution institutionnelle et politique des deux îles entre le milieu du 19^e et le milieu du 20^e siècle.

Dans "Schoelcherisme et assimilation dans la politique coloniale française" (1988), Nelly Schmidt montre la stratégie assimilationniste que prône (sans succès) Victor Schoelcher: pour l'abolitionniste français, artisan du décret d'abolition, l'émergence d'une classe politique antillaise de couleur ne doit pas se traduire par un parti de la couleur mais par la participation du plus grand nombre de citoyens. Dans "Le problème de l'ordre colonial" (1987), Schmidt met en évidence la dimension politique que revêt immédiatement l'abolition. Lors de la révolution démocratique de 1848, c'est la mobilisation politique des ex-esclaves du sexe masculin, devenus électeurs, qui pose des problèmes d'ordre aux autorités, pas la désertion des habitations par les esclaves comme c'est le cas dans certaines îles anglaises.¹⁴ L'impact de la politique française sur les mouvements antillais a également été relevé par Dale Tomich dans "Liberté ou Mort" (1990), à propos de la révolution libérale de 1830.

L'éducation des nouveaux libres fait partie de la nouvelle donne politique. Elle est confiée aux ordres religieux. Dans "Suppression de l'esclavage, système scolaire et réorganisation sociale aux Antilles" (1984) Schmidt retrace le rôle des frères de l'Instruction chrétienne pour étendre l'instruction primaire (je suppose masculine) après 1848. La figure de Mgr Dugoujon, un des rares ecclésiastiques abolitionnistes, a été campée par le Père Fabre (1983).

Sous le beau titre d'*Esclaves et citoyens* (1992), Josette Fallope a retracé cette dynamique intégratrice de l'émancipation, inséparable de la montée des institutions républicaines. Fallope relate entre autres comment les autorités ont attribué un état civil à chaque "nouveau libre": l'opération, qui s'est déroulée sur une dizaine d'années, est, à mon sens, symbolique du passage de l'esclavage à la citoyenneté.

A partir de 1871, la Troisième république relance la dynamique de 1794 et 1848. D'une idéologie officielle républicaine découle une politique d'instruction publique, la légalisation de syndicats et l'organisation d'une presse politique. "Deux formes de sociabilité de la population de

¹⁴ Les récentes "transitions vers la démocratie" marquées par le vote massif de populations lors des premières élections libres - à commencer par Haïti - devraient rappeler aux historiens le prix que les gens attachent aux débuts de la participation politique.

Au début du 20^e siècle, l'idéologie socialiste dénonce explicitement le racisme. Le socialisme préside également à la naissance d'une nouvelle force politique: les noirs socialistes vont se situer à la gauche des républicains souvent assimilés aux "mulâtres". Dans "La rupture Gérault Richard-Légitimus" Philippe Cherdieu retrace avec autorité la trajectoire politique du noir Hégésippe Légitimus, premier député socialiste élu par la Guadeloupe en 1898 (1984).

Les troubles entourant la victoire électorale de Légitimus sont le sujet de *Guadeloupe 1899* (1989). Claude Thiébaud en rappelle le contexte international: l'intervention nord-américaine à Cuba, qui exaspère les antagonismes politiques, donnant aux uns l'espoir d'un renfort, aux autres le sentiment d'une totale dépendance.

"L'échec d'un socialisme colonial: La Guadeloupe 1891-1914" (1984) est l'analyse pertinente par Philippe Cherdieu de l'ambiguïté du socialisme aux Iles: le discours des socialistes guadeloupéens s'adresse à des masses noires qui ont peu à voir avec celles de France, mais ils sont forcés de s'aligner sur l'agenda du parti socialiste français. Ce "socialisme colonial" procède, à n'en pas douter, de la Grande révolution

La crise de 1935 à la Martinique (1982) d'Edouard de Lépine offre une poignante évocation des graves troubles qui, un peu partout dans les Antilles, ont pour toile de fond corruption et fraude électorale, crise sucrière et misère des masses. La Seconde guerre mondiale commence à faire l'objet de recherches historiques en Guadeloupe. Pierrette Lembeye-Boy présente le premier recueil de documents d'archives originaux sur *La Guadeloupe au début de la seconde guerre mondiale* (1987); *La Guadeloupe en tan Sorin* ["au temps de l'amiral Saurin", gouverneur de l'île rallié au gouvernement de Vichy] d'Eliane Sempaire (1984) retrace l'ensemble de la période à l'échelle d'une île.

La formation de la nation haïtienne

Faute d'archives publiques organisées, les recherches originales ont peu progressé sur l'histoire d'Haïti depuis l'indépendance; les historiens du siècle dernier et les récits des voyageurs étrangers demeurent souvent la référence. On a surtout recours aux archives étrangères, avec le risque inévitable de conférer une importance exagérée aux aspects internationaux.

Les archives du *Department of State* des Etats-Unis, ainsi que la presse, ont permis à Brenda Gayle Plummer, dans *Haiti and the Great Powers, 1902-1915* (1988), de documenter la montée des intérêts nord-américains à Haïti, culminant dans l'intervention militaire de 1915. Plummer dépasse l'approche trop générale de Benoît Joachim sur la bourgeoisie *compradore* (1982) en exposant avec précision la façon dont les Nord-Américains se substituent à une classe d'affaires haïtienne par des mariages au sein des élites mulâtres. L'historienne nord-américaine montre également que la question des intérêts étrangers est au coeur d'un conflit de société: d'un côté des classes moyennes urbaines peu nombreuses, libérales et cosmopolites, et, de l'autre, une aristocratie foncière d'origine militaire, disposant d'armées régionales et de larges clientèles rurales.

Des sources récemment exploitées jettent des lumières sur la montée des intérêts allemands au 19e siècle, en liaison avec l'ouverture d'une Allemagne libérale sur le Nouveau-Monde et ses révolutions. "Die vergessene Revolution" (1991), et "Bajo la bandera prusiana" (1992), de Michael Zeuske, sont centrés sur l'établissement par les Allemands, dans la première moitié du 19e siècle, du commerce d'exportation du café et d'un réseau de consulats s'étendant aux îles de Saint-Thomas (alors danoise) et Curaçao (alors hollandaise). A travers la correspondance d'un jeune négociant de Stuttgart envoyé aux Cayes (sud de Haïti) Hermann Kellenberg montre que l'implantation commerciale allemande s'est amorcée dès l'époque de la guerre d'indépendance (1991).

Sous le titre évocatif de *Les blancs débarquent* (1973-84), Roger Gaillard a écrit la "saga" politique de l'Occupation (1915-1934): l'historien haïtien tire un parti ingénieux de papiers privés et de la presse, outre les archives diplomatiques étrangères. Le livre de Léon Denius Pamphile sur la politique d'enseignement primaire lancée par les Nord-Américains (1988) dépeint les progrès de l'éducation qui n'empêchent pas un rejet, par les Haïtiens, des valeurs sous-jacentes à la nouvelle pédagogie. Ces effets complexes de la modernisation introduite par l'occupation nord-américaine sont relevés dans plusieurs domaines: elle heurte mais réveille.

Michael Dash retrace dans *Literature and Ideology in Haiti* (1981) l'émergence d'une nouvelle expression littéraire haïtienne: elle contribuera au renouveau culturel antillais qui se produit entre 1920 et 1940. Georges Corvington voit dans la presse sous l'occupation nord-américaine (1986) les origines de la presse contemporaine. *La lucha por la democracia: clase obrera, partidos y sindicatos* (1986), de Michel Hec-

tor Auguste, Sabine Manigat et Jean L. Dominique, place également les années d'occupation au point de départ des syndicats et partis ouvriers haïtiens.¹⁵

La dictature du docteur Duvalier puis de son fils Jean-Claude (1957-1986), et le processus de transition vers la démocratie qui a suivi, ont été l'objet de nombreuses analyses politiques et reportages. Les nombreux écrits de militaires et politiques haïtiens sont à manier avec la rigueur critique nécessaire. Signalons *Daniel Fignolé* (1986) et *L'affaire Jumelle* (1987) de Carlo A Désinor, qui éclairent la prise de pouvoir du docteur Duvalier - le médecin noir de la campagne, se jouant des conflits entre politiciens populistes des villes et militaires.

La chute de la maison Duvalier (1989) est composé de pamphlets et tracts originaux que Martin-Luc Bonnardot et Gilles Danroc ont traduits en français. Ces documents qui émanent en majorité des assemblées ecclésiastiques de base, ou *Ti légliz*, reflètent le rôle crucial de l'église catholique dans le réveil démocratique de 1985-86; ils évoquent avec une force singulière le caractère messianique de cette mobilisation populaire.

Une présence importante des journalistes étrangers à Haïti à partir de 1985 nous a valu de nombreux ouvrages d'actualité aux mérites évidemment inégaux. *L'année Aristide* (1992) rassemble les reportages de Christian Lionet, correspondant du quotidien français *Libération*; il foisonne d'informations introuvables ailleurs sur le mouvement démocratique dans les différentes régions du pays et la multitude de ses acteurs. Amy Wilentz (1992) est sans doute celle qui, de la génération actuelle des journalistes nord-américains, connaît le mieux Haïti; *The Rainy Season* (1992) allie une rare sensibilité historique à la connaissance d'un processus politique qui est avant tout une mobilisation populaire sans précédent.¹⁶

15 Ce dernier ouvrage est l'exemple de recherches de qualité menées au Mexique sur Haïti.

16 Wilentz est également active dans le champ des droits de la personne. Les rapports qui émanent périodiquement d'organismes internationaux spécialisés dans cette nouvelle dimension du droit international ont instauré au cours de la dernière décennie des critères de plus en plus élaborés d'enquêtes et de preuves en matière de répression politique à Haïti, avec le souci de couvrir systématiquement l'ensemble du pays. Ils constitueront donc pour l'historien à venir une des sources les plus fiables sur la période actuelle. On les complètera par les études d'assistance technique officielle, ou celles réalisées par les organisations non gouvernementales qui se sont substituées aux défaillances de l'Etat, en particulier dans le domaine sanitaire et médical ou celui de l'économie rurale. Car plane sur l'histoire contemporaine de Haïti un problème de sources, dans un pays aux institutions encore si fragiles.

Un certain nombre de travaux en sciences sociales réalisés durant la période étudiée seront précieux aux historiens. *Papa Doc, Baby Doc* (1988), du politologue James Ferguson, s'avère particulièrement attentif à la dimension temporelle des processus. Ecrite à la fin de la dictature duvaliériste, l'étude de David Nicholls, *From Dessalines to Duvalier* (1979) offre une analyse incisive des clivages de couleur entre noirs et mulâtres (qui n'ont commencé à s'estomper qu'avec la transition vers la démocratie amorcée en 1985). L'écclésiastique anglais montre comment ces clivages ont articulé la stratification sociale à partir de l'indépendance et ont fourni deux lectures du passé lorsqu'une historiographie nationale s'est formée au 19^e siècle.

Dans "Haïti ou la démocratie impossible" (1988), Yolande Pizetty-Eeuwen rappelle les difficultés d'Haïti, depuis l'indépendance, à établir des institutions stables. *Urban Life in the Caribbean* (1982), de Michel Laguerre, montre le quadrillage politique d'un quartier populaire de Port-au-Prince sous Duvalier, principalement à travers les hoogans ou officiants du culte vaudou. Ce sociologue haïtien a su admirablement montrer l'efficacité d'un dispositif répressif qui repose sur son intégration aux institutions culturelles et sociales.

PART III

Créolité et ancêtres: Une histoire de son temps

Les travaux réalisés depuis 1970, tant dans les Iles qu'en France et à l'étranger, ont montré la place centrale des "Iles" dans le passé du monde occidental: avec des économies marchandes puis capitalistes fondées sur les cultures d'exportation les plus rentables; avec une organisation du travail fondée sur les premières migrations massives de main d'oeuvre d'un continent à l'autre, la pratique des engagés étant bientôt relayée par la traite d'esclaves africains.

Ces travaux ont également montré la place singulière des Antilles françaises dans cette histoire occidentale: avec une organisation sociale structurée, plus que dans nulle autre région des Amériques, par l'esclavage; avec un processus d'émancipation s'inscrivant dans la dynamique essentiellement politique liée à la Révolution française qui a

fondé les régimes politiques modernes de Haïti, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Venons-en aux nouveaux champs, plus aptes à se manifester en Martinique et en Guadeloupe qu'à Haïti encore sous le coup de l'adversité. Sous des formes très diverses les historiens ont entrepris d'explorer les questions suivantes: comment s'est formée une conscience d'être créole, qu'a signifié autrefois le fait d'être créole, de quoi est faite la culture créole lèguée par le passé, quelle soit matérielle, intellectuelle, artistique? En quoi la conscience d'être créole, comme ses *artifacts*, se démarquent-ils d'autres cultures?

Cette jeune histoire culturelle explore la notion de *créolité* et le paradoxe sur lequel elle repose: créole n'est-il pas antinomique d'identité, dans la mesure où une société créole s'est par définition formée en recevant constamment des apports extérieurs? Revendiquer, hier, le fait que les Antilles aient une histoire à part entière, poser, aujourd'hui, qu'il y a une *créolité* participent du même défi: affirmer l'identité d'îles dont le passé fondateur a été colonial.

C'est aux anthropologues que les historiens ont emprunté la notion même de culture: Jean-Luc Bonniol prouve combien l'emprunt est profitable. A la croisée d'un éco-système insulaire, d'un processus de différenciation ethnique et de la conscience d'une identité culturelle, *Terre-de-Haut des Saintes* (1980) fait émerger avec force la spécificité humaine de ce tout-petit archipel qui a échappé à l'empire du sucre.

Au fil des numéros, les *Cahiers du Patrimoine*, publiés sous la direction du Martiniquais Roland Suvélor, écrivent une histoire neuve qui englobe artisanat et art, pratiques et valeurs culturelles: voyez celui sur les costumes et celui sur les bijoux. Roland Suvélor a également su faire revivre une île entre tradition et modernisation à travers les photos expressionnistes d'Arlette Lameyardie publiées dans *Regards sur la Martinique des années soixante* (1989). On placera dans la mouvance de l'histoire culturelle l'article de Raymond Boutin sur "La violence en Guadeloupe", qui s'attache à reconstituer les comportements d'une époque à partir de ses archives judiciaires (1988).

La question d'une culture antillaise avait été abordée par Pierre Pluchon dans "Culture savante, culture populaire", dans *Histoire des Antilles et de la Guyane*, 1982. Danielle Bégot la repose et amplifiée. Cette enseignante de l'Université Antilles-Guyane est la première à avoir étudié la création artistique du 19^e siècle sous l'angle de l'histoire cultu-

relle. "Imitation et créolité" (1987) enquête sur les facteurs précis qui ont inhibé cette création, tels que l'étroitesse d'un marché représenté par la seule minorité blanche, et le poids psychologique de la dépendance coloniale qui faisait que la métropole était censée imposer ses canons.

Bégot s'est également intéressée à l'art pictural haïtien. "Peinture et identité" (1988) procède à une analyse comparée des oeuvres dûes aux peintres paysagistes cubains et haïtiens.¹⁷ "La révolution de Saint-Domingue à travers les peintres haïtiens" (1989), révèle l'attraction des peintres naïfs du Cap pour l'imagerie de la Révolution française lorsqu'il s'agit pour eux de représenter leur révolution. C'est au sujet de *la période révolutionnaire des Antilles* qu'un colloque interdisciplinaire (1986) a abordé l'analyse de la littérature antillaise dans une perspective historique.

A côté de l'activité littéraire ou artistique, les produits du quotidien, les outils et machines témoignent d'une culture donnée. Déjà l'histoire sociale, avec le *Saint-Domingue au XVIIIe siècle* de François Girod (1972), et la *Vie quotidienne au temps de Schoelcher* de Liliane Chauveau (1979) avaient considéré ce passé qui englobe les événements. Danielle Bégot donne à l'activité quotidienne une dimension spatiale; elle fait du paysage antillais un matériau documentaire du passé, lançant les premières études d'archéologie industrielle en équipe. Avec Mireille Mousnier, Bégot en a publié les résultats, entre autres, dans l'*Atlas historique du patrimoine sucrier de la Martinique* (1990). L'archéologie industrielle conduit évidemment à l'histoire des techniques: Denise et Henri Parisi ont entrepris là-dessus des travaux pionniers dont on mesure déjà l'importance.

Le souci d'ancrer dans un espace quotidien la connaissance du passé se manifeste dans la vitalité de l'histoire locale. Le Père Camille Fabre a été un pionnier: *De clochers en clochers* (1979) est la synthèse d'une quarantaine de monographies paroissiales dont certaines concernaient les Saintes et la Désirade. Les recherches sur lesquelles Gérard Lafleur s'est appuyé pour retracer l'histoire de *Bouillante* (1988) —un des plus vieux quartiers de la Guadeloupe— ont donné à la monographie communale sa dimension historique. L'auteur nous en promet d'autres sur les communes qui environnent la ville de Basse-Terre.

17 On souhaiterait voir cette analyse appliquée à l'oeuvre de Joseph Coussin et d'A. Budan, paysagistes guadeloupéens du 19e siècle qui ont fait l'objet d'élégants recueils (1972 et 1986).

En six volumes, *l'Histoire des communes Antilles Guyane* (1986), publiée sous la direction de Jacques Adélaïde-Merlande, est un traitement systématique des deux îles du point de vue de l'histoire communale. Au rang des auteurs se trouvent des historiens —Bégot, Abénon, Lafleur et Adélaïde-Merlande lui-même.¹⁸

Colonialism and Science, de James MacClellan (1992), retrace le développement des recherches techniques et scientifiques à Saint-Domingue, vers 1780, dans le double contexte de la richesse de l'île et de la culture française des Lumières. En rendant manifeste ce nouvel aspect des villes d'origine à la fin de l'Ancien régime, MacClellan contribue à la révision de l'histoire des îles amorcée par un des tout premiers historiens haïtiens de sa génération.

Jean Fouchard s'était en d'autres temps penché sur les esclaves marrons; son livre *Plaisirs de Saint-Domingue* (1988) montre que l'exploitation sordide des esclaves ruraux a coexisté avec le luxe raffiné des villes et toutes ces aménités qui font partie d'une culture urbaine naissante - théâtre, presse, mode, gastronomie etc. *Le théâtre à Saint-Domingue* (1988) développe l'un de ces aspects: Fouchard y retrace l'apparition, vers 1740, de cette forme de spectacle qui amenait en tournée dans les villes d'origine les étoiles parisiennes de la fin de l'Ancien régime.

La tradition scientifique instaurée au 18^e siècle continuera au suivant dans le domaine des sciences naturelles. En attestent les récents travaux de Françoise Thésée sur la mission officielle du naturaliste français, Auguste Plée (1989), et sur le jardin botanique de Saint-Pierre de la Martinique (1990).

L'effroyable mortalité dûe à la pathologie tropicale fait de la médecine un domaine essentiel de la recherche au 19^e siècle: Dominique Taffin lui a consacré sa thèse sur les "Maladies et médecins à la Guadeloupe au XIX^e siècle" (1985). "Des miasmes et des races" (1990) analyse l'idéologie raciste des officiers de santé autant que leur contribution à la médecine médicale à partir de leurs observations sur le terrain. L'historienne guadeloupéenne établit ici un lien entre la formation de connaissances,

18 Jacques Adélaïde-Merlande a impulsé la publication de plusieurs autres ouvrages collectifs, de *l'Historial antillais* (Pointe-à-Pitre, 1981) à la *Grande Encyclopédie de la Caraïbe* (Milan, Pointe-à-Pitre, 1991). Un large public est ici visé, qui inscrit ces travaux au-delà de notre champ de mire; il convient toutefois de souligner l'intérêt: sans équivalent ailleurs dans les Antilles, ces contributions d'historiens sont largement lues sur place, contribuant à rendre présent leur passé aux Martiniquais et Guadeloupéens.

la définition de politiques sociales et sanitaires et les valeurs dominantes d'une époque.

“Le choléra à la Guadeloupe (1865-1866)” (1990) montre une maladie infectieuse en rupture avec l'histoire épidémiologique de la colonie: ce n'est plus aux Européens nouvellement arrivés mais aux créoles les plus pauvres, c'est à dire souvent les plus noirs, que le choléra s'attaque. Taffin interprète les réactions que déclenche l'épidémie dans toutes les couches sociales comme un “révélateur” des tensions existant entre elles. Les ravages du choléra dans les populations travailleuses surviennent à un moment critique de la restructuration de l'industrie sucrière guadeloupéenne: ils contribueront ainsi à intensifier l'introduction en Guadeloupe de travailleurs indiens.

Parmi ceux qui étaient partis à la trace de leurs ancêtres, le rapport au passé est en train de changer profondément. La nouvelle recherche généalogique est animée par deux associations de généalogie à cheval sur la France et les trois Antilles françaises, *Généalogie et Histoire de la Caraïbe* (GHC) et le *Centre de généalogie et d'histoire des Isles d'Amérique* (CGHIA). Chacune fait paraître un bulletin. GHC illustre les rapports entre généalogie et histoire sociale: la transcription d'un document original jusque là inconnu voisine avec la reconstitution d'une généalogie familiale et l'analyse des usages en matière de patronymes chez les gens de couleur libres.

Les dépouillements considérables que les généalogistes confirmés réalisent, ainsi que les “normes de qualité” qu'ils instaurent dans leur recherche, en font des alliés des historiens. Parmi les dictionnaires biographiques et les tables nominatives que certains ont publiés, citons *Personnes et noms de famille à la Martinique au XVIIe siècle*, de Bruveau Latouche et Jacques Petitjean Roget (1983); l'analyse et l'indexation d'une des premières listes d'habitants de la Guadeloupe (1985), ainsi que la généalogie d'Alexis Leger par Philippe et Bernadette Rossignol; enfin, dû à l'Abbé David, le premier tome du *Dictionnaire de la Martinique* est consacré au clergé (1984).

Augure pour conclure

L'examen de ces nouveaux champs suggère que l'avenir de l'historiographie des Antilles françaises en général appartient probablement à une vision à la fois assez *inclusive* des sociétés antillaises pour en dé-

voiler toute la complexité —esclaves et libres, femmes et hommes, ouvriers et patrons—, et plus *attentive* aux lieux que ces gens ont façonnés —ports et plantations, usines et forts, cimetières et moulins, cases et magasins. GHC projette d’indexer systématiquement les “registres des nouveaux libres” où l’on a porté tous les gens qui, émancipés en 1848, ont alors reçu un nom de famille. Dans la république idéale qu’est à sa manière l’histoire, les ancêtres des Césaire et des Saint-John Perse se retrouvent ainsi côte à côte.